

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 44 (1986)

Heft: 1: Demain le Pacifique les chances de la Suisse

Artikel: Le Pacifique : fiction ou réalité pour la Suisse?

Autor: Goetschin, Pierre

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-139417>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 09.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Pacifique - Fiction ou réalité pour la Suisse ?

Pierre Goetschin,
professeur à l'Université de Lausanne et à l'IMEDE

«... de plus en plus, les Américains regardent vers le Pacifique et, par conséquent, se détournent de l'Europe. C'est un phénomène historique inévitable, à la fois parce que le Pacifique a déjà détrôné l'Atlantique et que les Etats-Unis eux-mêmes basculent d'Est en Ouest». (J.-P. Chevènement: *Le pari sur l'intelligence*, 1985).

La dérive des civilisations ?

Les plus anciennes et les plus brillantes civilisations connues par le passé ont été celles de la Chine et de l'Inde. Comme s'il y avait une sorte de mouvance d'est en ouest, les pôles subséquents de culture, d'influence et de richesse sont apparus d'abord en Mésopotamie et en Egypte, puis autour de la *Méditerranée* phénicienne, grecque et romaine, l'Europe devenant peu à peu le centre du monde, après s'être étendue vers les Amériques. Avec l'extraordinaire développement des Etats-Unis, l'*Atlantique* a canalisé, jusqu'à la moitié du XX^e siècle, l'essentiel des échanges d'hommes, d'idées, de capitaux et de produits, engendrés par la révolution industrielle partie de Grande-Bretagne. Avec la poussée vers l'ouest de la «frontière» américaine, on débouche à nouveau sur le *Pacifique*, propulsé à l'avant-scène par la Californie, le Japon et plusieurs autres nations de la région en phase d'éveil rapide. Temporairement éclipsé par les remous pétroliers du Moyen-Orient, le «Bassin du Pacifique» fait l'objet d'observations plus attentives depuis quelques années, et cela pas seulement à cause de la réussite japonaise. L'Europe et la Suisse ne peuvent plus négliger ce vaste ensemble hétérogène en pleine ébullition, tant sur le plan de l'économie, de la politique que de la culture.

Découverte, reflux et défi — Trois étapes européennes

Paradoxalement, le Pacifique est une «*découverte*» européenne, puisque cette vaste étendue de mer doit son appellation à Magellan, après qu'il eût atteint les Philippines, en 1521. Avant lui cependant, le Vénitien Marco Polo, traversant la Mongolie, était déjà parvenu, en 1275, à Cambuluc, le Pékin ou Beijing d'aujourd'hui. Devenu conseiller commercial du fils de Gengis Khan, il parcourut, pour affaires, une partie de la Chine, de l'Inde et de l'Indonésie. De retour à Venise par mer, il écrivit, en prison, ses mémoires, lesquels furent, jusqu'au début du XIX^e siècle, l'une des meilleures sources d'information sur l'Asie dont purent disposer les Européens. Aussi, ce curieux personnage fut-il peut-être, à la fin du XIII^e siècle, le précurseur moderne de la profession de «consultant» et des «guides touristiques».

Encouragés sans doute par les recherches marines d'Henri le Navigateur (1394-1460), les Portugais ouvrirent la voie des Indes avec Vasco de Gama (1498) et débarquèrent sur les rives de Malacca, des Moluques, de Thaïlande et de Chine durant les premières décennies du XVI^e

siècle. Ils sont à Goa en 1511, à Macao en 1557, touchent le Japon en 1542 et Formose (à qui ils donnent son nom) en 1590. Sur les traces des explorateurs, des marchands et des soldats, et parfois les précédant, viennent les missionnaires, tel le jésuite espagnol Saint François Xavier, qui entreprit l'évangélisation du Japon depuis Nagasaki (1549), ou encore le Père jésuite allemand Schall von Bell, dont les calculs astronomiques faits à Pékin, aux alentours de 1650, permirent d'améliorer la précision du calendrier chinois déjà scientifiquement fort avancé.

Bien que le Traité de Tordesillas (1494) eût octroyé l'Est du monde non-chrétien aux Portugais et l'ouest aux Espagnols, ces derniers voguèrent voile contre voile avec les Lusitaniens. Une deuxième expédition espagnole prit possession des Philippines en 1542; elle était partie du Mexique! Manille devint alors l'un des principaux centres commerciaux du Pacifique pendant plusieurs décennies.

Portugais et Espagnols furent tôt suivis des Hollandais, Anglais et Français, qui n'hésitèrent point, souvent, à déposséder leurs prédécesseurs. Les «merchant adventurers» de Londres (le «venture capital» de l'époque) et les grandes compagnies à charte royale (les premières «multinationales»), telles que les «Dutch East and West India Companies», la «British East India Company», ou la «Compagnie des Indes orientales» fondée par Colbert, tissèrent une trame serrée de rapports commerciaux s'étendant des ports européens aux océans indien et pacifique, ceci, il faut bien le dire, dans un climat de rivalité politique et économique sans merci, auquel se superposait les confrontations religieuses qui amenèrent même une flottille hollandaise protestante à bombarder une communauté catholique établie sur les côtes japonaises.

En quatre siècles d'aventures, sans Boeing, télex ou hôtels Hilton, les Européens, quoique souvent ennemis, avaient incorporé dans leurs empires une grande partie de la zone pacifique. Suite à la guerre de l'Opium (1842) et à un traité de 1860, la Chine ouvrait ses ports aux grandes puissances européennes et cédait Hong-Kong aux Anglais. Le triangle Inde-Canada-Australie/Nouvelle-Zélande faisait du Pacifique quasiment une mer britannique. Mais, en 1854, c'est le commodore américain Perry qui brisait l'isolement japonais, prémisse d'une intervention encore plus dramatique un siècle plus tard.

Ainsi, jusqu'en 1939, c'est principalement la *présence européenne* qui a, dans une large mesure, modelé les configurations politiques et économiques du bassin du Pacifique, ce qui n'est pas sans ironie si l'on songe que ce n'est que depuis peu de temps que les pays du Vieux Continent ont commencé à se convaincre de l'importance primordiale de cette partie du monde. L'ambition impériale japonaise, concrétisée par l'attaque de Pearl Harbour le 7 décembre 1941, et la victoire américaine — le Japon capitulait le 2 septembre 1945 — réduisirent à peu de chose, et en quelques années, l'influence de l'Europe acquise au cours de plusieurs siècles.

Le *reflux européen* fut non seulement rapide et dramatique, mais il s'est accompagné d'une nouvelle géopolitique du Pacifique; les occupations japonaises et américaines anéantirent les systèmes coloniaux et furent un puissant ferment des indépendances nationales. Le bassin pacifique a été le théâtre d'hostilités féroces, auxquelles les Européens n'ont que peu participé, et c'est là aussi qu'explosèrent les premières bombes atomiques qui ont radicalement bouleversé les équilibres politiques et militaires. Le Japon se sentit, peut-être, moins vaincu par les Etats-Unis que par une science et une technique supérieures. La mémoire

nippone s'en est souvenue aussitôt que le pays fut de nouveau en mesure de définir ses stratégies d'avenir: il fallait devenir le premier dans les technologies de pointe et reconquérir son « empire » non plus par les armes, mais par la production et l'exportation de biens sophistiqués. Leur longue présence passée et leur reflux spectaculaire mettent les Européens devant le *défi* de savoir s'ils pourront, sous une autre forme, assumer un rôle en vue dans le réseau complexe des nouvelles relations politiques et économiques que construisent les peuples du bassin du Pacifique.

Les dimensions

L'Océan pacifique constitue la plus grande surface d'eau de la planète: 181 millions de km², soit un tiers de la Terre; 14 500 km en latitude et 17 700 km en longitude, il est aussi le plus profond avec un maximum de 11 000 m. Plus de 20 000 îles y sont recensées et quelques-uns des plus grands Etats du monde s'y font face: les côtes du Canada, des Etats-Unis, du Mexique et du Chili le bordent à l'Est, tandis que celles de l'URSS, de la Chine, de l'Indonésie, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande le délimitent à l'Ouest. Quoique proche du continent asiatique, le Japon en est comme l'« épiceutre ». Les deux Corées, le Vietnam, la Thaïlande, la Malaisie, Hong-Kong, Singapour, Taiwan, les Philippines, plus quelques minuscules Etats, récemment constitués, comme Kiribati, Tuvalu, Vanuatu, complètent ce paysage hétérogène tant sur le plan des ethnies, des langues, des religions que de l'histoire.

Embrassé dans sa plus grande étendue, le bassin du Pacifique compte plus de quarante Etats et plus de deux milliards d'habitants (cf. Tableau I). Pour autant que les prévisions démographiques de la Banque mondiale se révèlent correctes, le passage de 4,8 milliards d'habitants dans le monde en 1984 à 6,1 milliards en l'an 2000, et à 10 milliards en 2050, sera largement dû aux nations asiatiques, notamment la Chine, l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie (cette dernière poursuivant d'ailleurs une politique de natalité élevée). Malgré ses efforts pour contenir sa croissance démographique, la seule Chine devrait atteindre quelque 1,3 milliard d'habitants en 2000, soit environ 20% de la population mondiale.

Bien que plusieurs pays du bassin soient encore en voie de développement, la dimension économique est impressionnante et, surtout, le rythme de croissance a été, dans l'ensemble, le plus rapide par rapport à toutes les autres régions durant les dernières décennies (cf. Tableau I):

Produit intérieur brut

	1982 (milliards de \$)	1982 (croissance annuelle en %)	1983 (croissance annuelle en %)	1984 (croissance annuelle en %)
Monde	12.311	0,2	0,2	3,7
Asie/Pacifique	2.212	3,1	3,4	4,4
Amérique du Nord	3.590	- 2,1	3,3	5,5
Europe de l'Ouest	3.223	0,4	0,8	2,1
Europe de l'Est	1.693	2,0	2,4	2,5
Amérique latine	747	- 0,5	- 1,7	1,0

(Source: Banque mondiale)

Tableau 1

Tableau I. Pacifique: population et économie

Pays	Population (millions - 1984)	Population (millions - 2000)	Croissance démogra- phique (%) ¹ par an	PNB par habitant (\$ - 1983)	Croissance PNB par habitant (%) ² par an	Croissance des invest. internes (%) ¹ par an	Croissance des expor- tations (%) ¹ par an	Balance des comptes des comptes (1983) ³
Australie	15.5	18	0.8	11 490	1.7	0.7	2.7	- 5 774
Corée (Sud)	42.0	50	1.6	2 010	6.7	9.1	14.8	- 1 587
Hong-Kong	5.4	7	1.2	6 000	6.2	10.8	10.3	—
Indonésie	162.2	212	2.1	560	5.0	12.3	1.4	- 6 294
Japon	119.9	128	0.7	10 120	4.8	3.1	7.4	+ 20 942
Malaisie	15.3	21	2.4	1 860	4.5	11.9	4.9	- 3 350
Nouvelle-Zélande	3.2	4	0.8	7 730	1.2	-2.7	4.4	- 1 074
Philippines	54.5	73	2.6	760	2.9	7.3	7.5	- 2 760
Singapour	2.5	3	1.2	6 620	7.8	9.2	11.0	- 956
Taiwan	19.2	—	1.8	2 800	9.5	7.8	9.3	+ 4 452
Thaïlande	51.7	65	2.0	820	4.3	6.2	9.0	- 2 886
Chine	1034.5	1242	1.3	335	4.4	6.6	—	+ 4 460
USA	234.5	261	1.0	14 110	1.7	1.0	2.8	- 41 915
CEE (10)	271.2	279	0.3	9 400	2.8	0.8	5.2	—
CEE (12)	(320.2)	—	—	—	—	—	—	—

¹ 1976-83. ² 1965-83. ³ millions de \$.

(Sources: *Far Eastern Economic Review*, «Asia 1985 Yearbook», Hong Kong, 1985. World Bank: *World Development Report*, 1985. OCDE. Nations Unies: *Economic and social survey of Asia and the Pacific*, 1983, Bangkok, 1984.)

Malgré l'expansion démographique, le revenu par habitant a progressé rapidement:

Revenu par habitant en % du revenu par habitant des Etats-Unis

	1965	1983
Etats-Unis	100 %	100 %
Allemagne (Ouest)	66,7	81,0
France	58,2	74,4
—		
Japon	41,8	71,7
Hong-Kong	19,5	42,5
Singapour	16,4	46,9
Taiwan	7,6	19,0
Corée du Sud	6,0	14,3

(Source: «Les nouveaux pays industrialisés d'Asie», *Bulletin hebdomadaire*, Kredietbank, Bruxelles, 15 novembre 1985).

Les Etats-Unis et le Japon ont été et sont encore des forces puissantes d'entraînement pour les pays de la zone, non seulement par leur commerce et leurs investissements, mais aussi parce qu'ils ont servi de *modèles* (imitation des produits et du marketing américains et des procédés de production japonais). Il est probable que les deux plus grandes nations industrialisées libres continueront pendant longtemps d'être les moteurs de ce développement économique, fondé au demeurant sur les rigueurs d'une vigoureuse concurrence:

Prévisions du produit national brut
(en % de croissance annuelle)

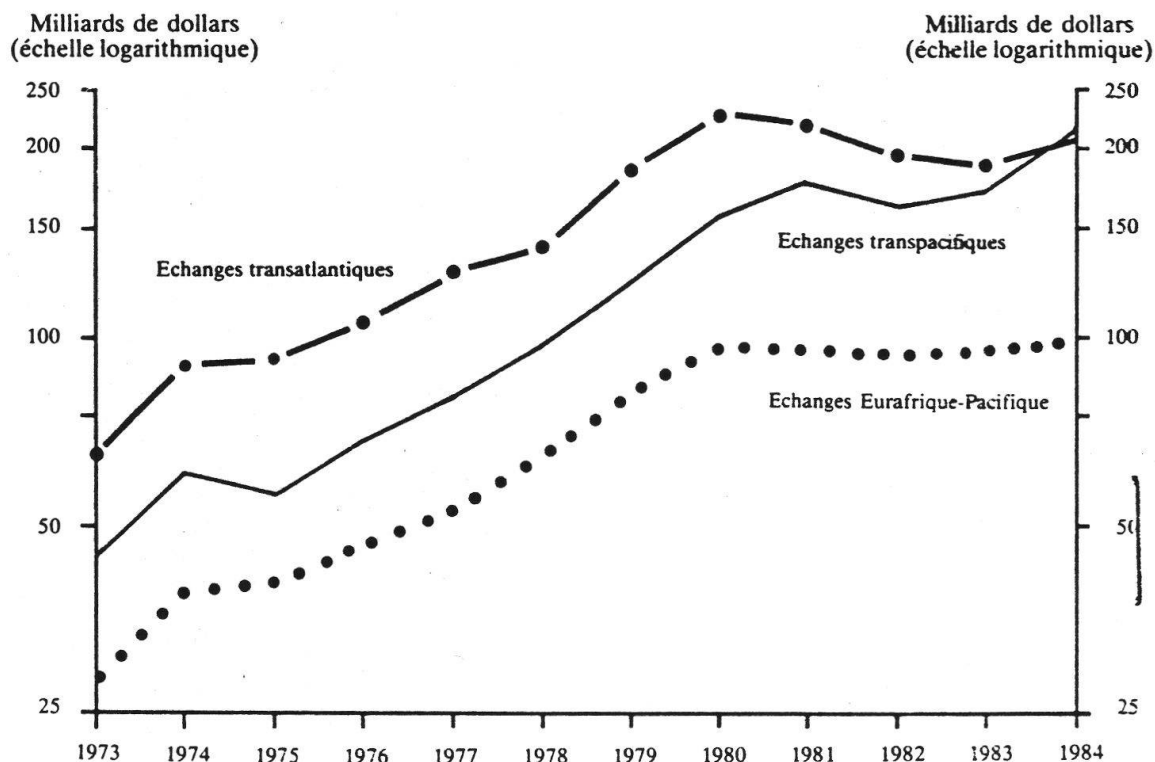
	1986	1987	1988	1989	1990
Etats-Unis	1,0	2,0	3,0	4,0	4,0
Japon	4,0	3,5	4,5	5,0	5,0
Communauté économique européenne	1,5	1,7	2,1	2,2	2,3

(Source: *Europe to 1990 — A challenge to business*, Economist Intelligence Unit, Londres. 1984)

L'effervescence du bassin du Pacifique s'est traduite par une expansion rapide des échanges au sein de la zone elle-même, qui ont dépassé pour la première fois, en 1984, le volume du commerce transatlantique:

Echanges transatlantiques, transpacifiques et eurafpacifiques, * 1973-1984

(Exportations plus importations en milliards de dollars)



*Echanges eurafpacifiques: Europe — Afrique — Pacifique

Il en est résulté des gains marqués dans la part aux exportations et importations mondiales en comparaison des pays industrialisés (Europe et Etats-Unis):

	Exportations (en % de la valeur mondiale)		Importations	
	1973	1984	1973	1984
Etats-Unis	12,2	11,4	11,6	17,1
Allemagne (Ouest)	11,7	8,9	9,2	7,6
Suisse	1,7	1,3	2,0	1,5
URSS	3,7	4,8	3,6	4,0
Japon	6,4	8,9	6,5	6,7
Chine	1,0	1,3	0,9	1,3
Corée du Sud	0,6	1,5	0,7	1,5
Hong-Kong	0,9	1,5	1,0	1,4
Singapour	0,6	1,3	0,9	1,4
Taiwan	0,8	1,6	0,6	1,1

(Source: GATT)

La plupart des pays asiatiques du Pacifique ont adopté des politiques nationales favorisant l'investissement industriel, le développement technique et les exportations, par opposition à la formule de «substitution des importations» et de «priorité au marché national» adoptée par l'Amérique latine. Alors que cette dernière accroissait dangereusement son endettement sans pousser activement ses ventes à l'étranger, les produits d'Extrême-Orient envahissaient les marchés européens et américains, suscitant d'ailleurs une vague excessive de réactions protectionnistes. En 1983, les importations des Etats-Unis en provenance du Japon, de Corée du Sud et de Taiwan étaient supérieures en valeur aux importations d'origine européenne. En 1984, sur un déficit global de leur balance courante de \$ 123 milliards (\$ 128 milliards en 1985 et \$ 146 milliards en 1986 selon l'OCDE), les Etats-Unis accusaient un déficit de \$ 37 milliards avec le Japon (probablement de \$ 45 milliards en 1985)¹. Dans le même temps, le déficit de la CEE envers le Japon s'élevait à environ \$ 13 milliards.

De fait, le Japon, prenant le relais de l'OPEP en perte de vitesse, est en passe de se qualifier comme le plus grand créancier du monde, à raison de \$ 100 milliards, dont près de 60 milliards en investissements directs¹. Si la seconde plus grande banque du monde, après la Citibank, est maintenant la japonaise Dai-Ichi-Kangyo, cela est symptomatique de l'émergence du Pacifique en tant que centre financier qui, avec les bourses de Tokyo, Hong-Kong, Singapour et Sydney, rivalise dorénavant avec New York, Londres et Zurich. Et si la Chine devait maintenir son élan actuel, ne pourrait-on pas imaginer que Shanghai ne vienne s'affirmer bientôt comme l'un des pôles internationaux en matière de commerce et de finance?

Mais c'est tout autant, si ce n'est plus, sur le plan des technologies que le bassin du Pacifique marquera l'avenir. «Il y a encore vingt ans, écrit M. Speiser, directeur de la recherche à BBC, on parlait de «fossé technologique» entre l'Amérique et l'Europe, la première étant en avance sur la seconde. Depuis lors, une troisième force, l'Extrême-Orient, a fait son apparition sur l'échiquier commercial mondial: la technique japonaise est passée en tête dans des domaines comme les jeux électroniques et le matériel photographique; les voitures japonaises représentent une concurrence de plus en plus sérieuse pour les marques occidentales; Hong-Kong, Taiwan, la Corée du Sud et l'Indonésie ont fait leur apparition sur le marché des montres, des bateaux et d'autres produits»². Avec des intensités diverses, tous ces pays ont adopté un cycle efficace d'*observation* (y compris parfois l'espionnage industriel), d'*imitation*, puis d'*innovation*. Les efforts de recherche entrepris depuis peu au Japon dans les secteurs privilégiés de l'électronique, des biotechnologies, des matériaux nouveaux et de l'énergie laissent croire que le stade de l'*invention* n'est vraisemblablement plus très éloigné. Déjà dans les domaines des circuits intégrés, de la robotisation, de l'automatisation programmable et des télécommunications³, le Japon et quelques autres pays du bassin, comme Taiwan, la Corée du Sud et Singapour, font sentir leur présence sur le marché mondial, en

¹ L.S. Hiraoka: «Japan's increasing investment abroad», *Futures*, octobre 1985. J.D. Biermeier: «America's shifting emphasis to the Pacific», *Intereconomics*, septembre-octobre 1985. Banque mondiale: *China, a World Bank country economic report*, J. Hopkins University Press, octobre 1985.

² A.P. Speiser: «La Suisse et l'Europe: quel avenir technologique?», *Bulletin de documentation économique*, Société pour le développement de l'économie suisse, Genève, novembre 1985.

³ L'industrie mondiale de l'information (y compris les ordinateurs et les télécommunications) a été évaluée à \$ 450 milliards en 1984 et devrait atteindre \$ 830 milliards en 1990 (*The Economist: The World on line*, 25 novembre 1985). Il est évident que le Japon entend se tailler une part importante de ce marché et que d'autres pays du Pacifique voudront, eux aussi, y trouver des niches appropriées. Alors que les Etats-Unis ont 39% du marché mondial des équipements de télécommunications et le Japon 12%, l'Europe n'en contrôle que 6%!

combinant les compétences en technologies et l'aptitude à distribuer et vendre les produits qui en sont issus. Pour l'Europe et la Suisse, dont les populations stagnent et vieillissent, le maintien d'avantages compétitifs dans les technologies sera essentiel pour rester dans la course du XXI^e siècle.

Parts de la production mondiale de circuits intégrés

	1978	1982	1984
Communauté européenne	21 %	17 %	15 %
Etats-Unis	52 %	50 %	48 %
Japon	24 %	30 %	35 %

(Source: Nomura Research Institute)

L'Asie ne devient pas seulement un grand producteur et exportateur d'équipements électroniques, mais aussi un important consommateur d'ordinateurs et de matériels de télécommunications. M.G. Conrades, vice-président d'IBM, déclarait ce qui suit lors de la Pan-Pacific Computer Conference (Melbourne, septembre 1985): «The Asia/Pacific market is growing so fast that by the end of the century neither IBM nor all its existing rivals will be able to satisfy its needs».

Ainsi, le bassin du Pacifique, s'il suscite des concurrences redoutables dans les branches classiques et nouvelles de l'économie, offre parallèlement des possibilités d'affaires et d'implantations qui s'avéreront non seulement intéressantes, mais aussi indispensables pour suivre de près le développement de ces marchés⁴.

Faiblesses et risques

Il est naturel, et disons-le aussi presque heureux, que les économies du Pacifique aient leurs propres problèmes. L'un d'eux est le *caractère unilatéral de leur développement*, Japon y compris. En privilégiant certaines activités, les pays de la région en ont aussi négligé d'autres. Au Japon, par exemple, l'agriculture, la distribution, la construction privée souffrent d'inefficacités ou de retards visibles; le système d'éducation (à l'exception de la formation des ingénieurs) fait l'objet de sérieuses critiques; la protection sociale est souvent lacunaire; la population vieillit rapidement et les aspirations individualistes et hédonistiques transforment les anciens comportements⁵; la violence n'épargne pas la société japonaise, ainsi

⁴Il est intéressant de constater que s'il y a environ 8400 gestionnaires japonais dans la Communauté européenne, il n'y a que quelque 1000 Européens au Japon. Cette présence sur les marchés est probablement encore plus importante que les seules performances technologiques dont la contribution à la valeur ajoutée n'est, dans certains cas, pas aussi évidente qu'on le croit.

⁵*Japan in the year 2000 — Preparing Japan for an age of internationalization, the aging society and maturity*, Long Term Outlook Committee, Economic Council, Economic Planning Agency, The Japan Times, Tokyo, 1983. Financial Times: *S.E. Asia: How economic growth has faltered — The gloom has spread*, 3 janvier 1986.

qu'en témoigne les actes terroristes qui ont bloqué une partie du réseau des chemins de fer en novembre 1985. Dans de nombreux domaines, les Etats-Unis et l'Europe conservent, pour le moment, une avance sérieuse, ainsi que c'est le cas dans la pharmaceutique :

Produits pharmaceutiques — Commerce international
(en millions de \$ — 1983)

	Exportations	Importations	Solde
Etats-Unis	2.580	1.171	+ 1.409
Suisse	1.573	437	+ 1.136
Allemagne (Ouest)	2.127	1.189	+ 938
Japon	349	1.215	- 866

(Source: Financial Times)

L'accent mis sur les exportations, surtout lorsque celles-ci sont concentrées sur quelques marchés, notamment les Etats-Unis et l'Europe, rend les pays du Pacifique assez dépendants du cycle économique de leurs clients, comme aussi des mesures de protection que ceux-ci peuvent introduire si certains de leurs intérêts sont par trop menacés (en particulier dans l'acier, le textile, les produits électroniques de grande consommation et l'automobile). Le Japon a dû limiter «volontairement» plusieurs lignes d'exportations et se trouve sous pression pour ouvrir plus largement son marché intérieur. Singapour et Taiwan, très axés sur les Etats-Unis, ont vu leurs exportations baisser, ce qui a causé un sensible ralentissement dans la croissance de leur produit national (l'augmentation du PNB à Singapour, qui était de 8% environ en 1984, est tombée à moins de 2% en 1985). Hong-Kong, Taiwan et la Corée du Sud sont passés maîtres en contrefaçons, ce qui provoque non seulement des enquêtes, mais aussi le rejet de quelques-unes de leurs productions. L'effondrement du cours de l'étain et la débâcle de l'Accord international relatif à ce minerai ont sérieusement affecté les économies de la Malaisie, de la Thaïlande et de l'Indonésie.

De plus, la prospérité ne va pas sans à-coups : divers scandales ont soumis à rude épreuve les systèmes bancaires et financiers de Hong-Kong, Singapour et Taiwan appelant un renforcement des réglementations et des contrôles. Alors que les salaires sont encore sensiblement plus bas que les normes européennes ou américaines, la tendance est à une hausse plus rapide qu'en Occident. Cet avantage compétitif ira donc en s'amenuisant à l'avenir. Le coût de l'heure du travail au Japon est déjà de \$ 9, ce qui est comparable à la France et supérieur à la Grande-Bretagne. Singapour souffre actuellement de la politique des hauts salaires, appliquée par son gouvernement en 1979-81 (\$ 1,47 l'heure en 1980 et \$ 2,37 en 1984).

La situation politique interne de certains pays est instable : les Philippines ont à résoudre les problèmes posés par le régime de Marcos, tandis que les gouvernements «forts» de Corée du Sud et de Singapour doivent faire face à des aspirations croissantes vers plus de démocratie. Malgré le traité passé avec la Grande-Bretagne, de sérieuses inquiétudes demeurent sur la façon dont la Chine assumera sa future souveraineté à Hong-Kong dès 1997 (la Bank of China est déjà l'une des principales institutions financières de la place). Le 9 septembre 1985, la Thaïlande a évité de justesse un nouveau coup d'Etat militaire. En Corée du Sud, le rôle dominant des grands conglomérats industriels, les *chalbol*, dirigés par quelques familles, tend à remettre en cause l'autorité du gouvernement.

Bien plus, le Pacifique est devenu un lieu de confrontation des grandes puissances, qu'il s'agisse des Etats-Unis et de l'URSS, qui disposent de l'arme atomique, de la Chine qui semble aussi détenir des moyens nucléaires, ou du Japon qui devra probablement prendre en charge une part beaucoup plus substantielle à sa propre défense et à celle de la région⁶. Les bases américaines de Subic-Bay et de Clark-Airfield aux Philippines et de Guam, comme celles de l'URSS à Cam-Ranh et à Danang au Vietnam, comptent parmi les plus puissantes au monde. La flotte soviétique sillonne le Pacifique, pendant que la diplomatie russe amplifie ses contacts dans la région, que des droits de pêche sont obtenus en Micronésie (où quatre territoires sont sous protectorat américain, avec bases militaires) et que des guérillas communistes (pas toutes inspirées de Moscou) déstabilisent l'Indonésie, les Philippines et quelques autres pays. De leur côté, les Etats-Unis ménagent avec soin l'alliance japonaise et leurs conseillers militaires sont largement répandus.

D'autre part, nombre de conflits régionaux sont latents: la frontière sino-soviétique, les rapports Chine-Taiwan, les territoires réclamés par le Japon à l'URSS, la lutte larvée entre les deux Corées, l'installation du Vietnam au Kamputchéa (Cambodge) qui menace notamment la Thaïlande. La Pacifique pourrait donc bien ne pas être aussi pacifique que son nom le laisse entendre!

La multiplicité des intérêts économiques, politiques et militaires, convergents et divergents à la fois, rend difficile une plus grande intégration de la région. Des politiciens, hommes d'affaires et universitaires japonais, australiens et américains⁷ ont proposé diverses formules de coopération, fondées moins sur des traités solennels que sur des approches pragmatiques, qui correspondent aux mentalités, mais qui sont aussi les seules possibles eu égard aux difficiles problèmes à résoudre. Il est évident que chacune des grandes nations souhaite implicitement prendre le «leadership», ce dont les plus petits Etats se méfient naturellement. Le Japon n'est pas partout en odeur de sainteté, le souvenir de l'occupation étant encore présent à l'esprit. L'ASEAN (Indonésie, Brunei, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande), tout en se manifestant en faveur de plus larges collaborations, n'est pas sans réserves à l'endroit du «club blanc anglo-saxon» (Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). Une communauté «à l'européenne» paraît donc peu vraisemblable dans un horizon proche, mais on peut s'attendre à voir se confirmer des solutions pratiques et flexibles de rapprochement entre les nations du Pacifique au cours de ces prochaines années. Il est cependant temps que les Européens participent un peu plus à la fabrication de cette nouvelle carte économique et politique (pour la première fois en 1985, la CEE a pu assister, comme observateur, à une conférence de l'ASEAN). Même s'il est brusquement très à la mode, le Pacifique n'est pas une fiction, ainsi que le laisserait croire son hétérogénéité, mais une impressionnante réalité en phase de construction, et cela malgré que, comme dans tout édifice humain, on ne puisse pas toujours prévoir et prévenir des lézardes.

Et la Suisse ?

Sa présence a été qualifiée de discrète mais de non négligeable. La plupart des grandes entreprises helvétiques, industrielles ou commerciales, et plus récemment financières, y ont pour le moins un pied à terre, quand ce n'est pas sensiblement plus. La Suisse est, par ordre

⁶Pour 1986, le Japon prévoit un budget militaire de \$ 267 milliards, en croissance de 6,6 % par rapport à 3 % pour l'ensemble des dépenses gouvernementales.

⁷W. G. T. Miller: «Australia and the Region», *The Practising Manager*, octobre 1985.

d'importance, le troisième investisseur étranger au Japon. Mais son point d'ancrage reste l'Europe, avec laquelle elle concrétise la moitié de ses échanges et où elle a ses plus fortes implantations. Durant ces dernières décennies, elles s'est surtout tournée vers les Etats-Unis, désireuse de tirer parti de la dimension et du dynamisme de ce marché, en pleine évolution technologique. L'Asie, où le Japon et la Chine offrent des potentiels économiques considérables, mais qui sont difficiles à pénétrer, n'a pas déclenché le même enthousiasme. Les distances, les langues, les cultures et les mentalités ont sans doute fait barrage. Mais peut-être aussi que le Pacifique est encore ici une notion vague, non structurée, et que l'on s'y intéresse plutôt pays par pays que comme un tout. L'engouement pour les Etats-Unis ne s'est pas traduit par une localisation plus marquée des intérêts suisses en Californie, véritable tremplin vers le bassin du Pacifique⁸; autrement dit, les USA étaient considérés comme un point d'arrivée et non comme un point de départ. Faut-il considérer cela comme un autre signe d'un relatif désintéressement vis-à-vis de ce que, dans l'optique eurocentrique, on qualifie encore d'Extrême-Orient?

Investissements directs en Californie (1982)

Japon	\$2,2 milliards
Hollande	9,1 milliards
Grande-Bretagne	2,8 milliards
Allemagne (Ouest)	1,2 milliards
France	0,6 milliards
Suisse	0,54 milliards

(Source : US Department of Commerce)

Si l'on admet que l'économie américaine, passant tout les trois ou quatre ans par des phases d'expansion et de recession, peut parfois réserver des surprises peu agréables, et que l'Europe, qui souffre encore pour un temps de ses vieilles structures, de son chômage et de marchés encore trop cloisonnés, n'enregistrera que des taux modérés de croissance, il faut souhaiter que le bassin du Pacifique se profile mieux à l'avenir dans le collimateur de nos entreprises, ne serait-ce que pour équilibrer les chances et les risques dans une perspectives de *mondialisation* des affaires⁹.

Vu sur la carte, la bassin du Pacifique est avant tout une nappe d'eau avec des îles et des côtes. Il n'a pas la cohérence terrienne du continent américain ou de l'Afrique. Il est donc plus difficile de le concevoir comme un ensemble et de l'analyser comme une unité bien définie. On connaît encore assez mal les institutions, les productions et les entreprises de la région, comme aussi la nature et l'intensité des échanges intrapacifiques. Peu de firmes occidentales se sont implantées dans l'un ou l'autre des pays de la zone afin de s'insérer dans les relations

⁸Cf. R. Servoise: «Californie, septième puissance économique», *Défense nationale*, décembre 1985.

⁹Cf. K. Ohmae: «Becoming a Triad power: the new global corporation», *The Mackinsey Quarterly*, printemps 1985.

commerciales entre partenaires du bassin¹⁰. En revanche, on voit à Tokyo de nombreuses délégations temporaires ou agences permanentes, européennes ou américaines, dont le but est d'inciter des entreprises japonaises à s'installer en Irlande, en France, en Espagne, ou dans le Kansas et le Texas! A l'inverse, il n'existe que peu d'organismes, notamment en Europe, qui peuvent stimuler un mouvement contraire vers les pays du Pacifique, en particulier pour des entreprises de moins grandes dimensions que les multinationales, qui sont généralement bien équipées pour ce genre d'aventures.

On peut prendre exemple sur le Japon, qui se renseigne minutieusement sur les conditions économiques et les caractéristiques des marchés hors de ses frontières et qui étudie avec diligence les publications étrangères ou envoie ses observateurs dans les conférences et congrès internationaux. Il inscrit de nombreux étudiants dans les universités et écoles d'administration des affaires aux Etats-Unis et en Europe. Les centres de technologie sont particulièrement fréquentés, tels le MIT ou Stanford. Les Japonais se mettent aussi à apprendre les langues étrangères, même le dialecte zurichois. Il faut se souvenir qu'il y a fort longtemps (VI^e — VIII^e siècles), le Japon entretenait une très importante ambassade dans la capitale chinoise et que ce fut en partie par ce canal qu'il s'appropriera de nombreux aspects de la culture, des arts, des méthodes et des techniques, ainsi que du système de gouvernement de la Chine.

L'économie suisse ayant tout intérêt à «prospector» plus à fond la zone du Pacifique, spécialement pour ses PME industrielles ou de services, on peut espérer que, même si l'initiative appartient au premier chef aux entreprises elles-mêmes, des éléments de support soient amplifiés ou constitués en Suisse même.

En géographie, en sciences politiques et économiques, en linguistique, en histoire et en philosophie, on pourrait encourager nos hautes écoles à développer une meilleure connaissance des peuples et des institutions du bassin du Pacifique. La familiarité avec les cultures et les religions, si elle n'est pas toujours essentielle pour négocier des contrats, facilite la compréhension des mœurs et des attitudes; elle est de toute manière une marque de respect pour des partenaires lointains qui y sont généralement sensibles. Ces dernières années, un intérêt prononcé s'est manifesté pour le «management» japonais, mais cela surtout en raison des succès obtenus par les firmes japonaises sur les marchés mondiaux; il eût été avantageux de s'en préoccuper sérieusement avant, mais il existait peu d'observateurs qualifiés, bénéficiant d'une expérience vécue sur place, pour transmettre des messages qui auraient tant soit peu ébranlé l'arrogance et la suffisance des gestionnaires et enseignants occidentaux. Il faut donc aussi avoir des antennes dans les lieux mêmes que l'on entend aborder. Pourquoi ne pas susciter des stages d'étudiants dans l'un ou l'autre des pays de la zone, dès lors que des recherches et des travaux de thèses les rendraient désirables (quelques Européens ont séjourné à l'Université de Sophia au Japon dans le cadre de leur programme de doctorat). Des Américains sont associés à des instituts de technologie japonais, mais on n'y voit guère

¹⁰ A l'exception de quelques multinationales américaines qui ont largement utilisé les possibilités offertes sur ce plan par Hong-Kong, Singapour, Taiwan et la Corée du Sud (offshore assembly platforms).

d'ingénieurs suisses qui iraient s'imprégner des méthodes et du climat propres à ces centres¹¹ (depuis 1979 la Communauté économique européenne a formé environ 180 jeunes cadres au Japon).

Nos ambassades et l'Office suisse d'expansion commerciale sont des courroies de transmission de faits et d'opinions provenant des quatre coins du monde. Pour des raisons budgétaires, leur personnel est restreint ce qui leur impose des limites dans leurs fonctions de renseignement et d'analyse, notamment dans le bassin du Pacifique. Les bureaux des ambassades et de l'Office ne pourraient-ils pas, par exemple, accueillir des stagiaires (ingénieurs, gestionnaires ou économistes) qui seraient financés par des associations professionnelles ou des groupements d'entreprises privées. Le cahier des charges, établi d'un commun accord, pourrait définir le temps réservé à des activités utiles pour les ambassades et l'Office, et celui qui serait consacré à des travaux spécifiques (y compris l'acquisition d'éléments du langage) aux termes de mandats établis par les associations ou les entreprises. Les jeunes Suisses ne s'expatrient plus guère volontiers, si ce n'est pour tenter de se rendre aux Etats-Unis. La mondialisation de l'économie, qui appelle une vision géocentrique, demandera de plus en plus un encadrement sensible à des environnements divers et pas toujours aussi confortables que les beaux quartiers de Boston ou de San Francisco. Le temps semble venu pour trouver des formules permettant aux jeunes générations de prendre les mesures du monde complexe dans lequel elles devront opérer.

C'est donc principalement sur le plan de *l'information* et de la *formation* que l'émergence du bassin du Pacifique doit provoquer une réflexion plus générale sur l'avenir de nos entreprises et sur les stimulants et expériences qui pourront être offerts à notre jeunesse.

¹¹ Le Japon a lancé d'importants programmes de recherche, dont le «Fifth Generation Computer System», commencé en 1981 et qui est planifié sur 10 ans, avec un budget de \$ 426 millions. Ce projet, comme d'autres mis en œuvre précédemment, implique une intense collaboration inter-entreprises, dont l'initiative européenne «Eureka» s'est inspirée. Il serait bon que des Suisses puissent étudier de près les modalités de gestion de la R & D au Japon (cf. H. I. Fushfeld et C. S. Haklisch : «Cooperative R & D for competitors», *Harvard Business Review*, novembre-décembre 1985).